

La finance vise la durabilité

Banquiers et investisseurs ont pris conscience de l'importance de la finance durable pour répondre aux enjeux climatiques. Patrick Odier, président de Swiss Sustainable Finance et de la Fondation Building Bridges, détaille l'action qu'il mène.



PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-FRANÇOIS KRÄHENBÜHL
JEAN-FRANÇOIS.KRAHENBUHL@CVCI.CH
PHOTO SÉBASTIEN AGNETTI

1660
MILLIARDS
D'ACTIFS DURABLES
SOUS GESTION EN 2023



Patrick Odier :

« Nous avons les ressources et les compétences nécessaires pour transformer le système financier en un moteur efficace de changement. »

En quoi consiste le concept de finance durable ?

La finance durable se réfère au processus d'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les décisions d'investissement et de financement. Cette approche à long terme vise à orienter les capitaux vers des projets, activités ou modèles économiques durables, répondant aux enjeux climatiques, sociaux, ainsi qu'à ceux liés à la nature et à la biodiversité. Banques, gérants d'actifs, assureurs, investisseurs d'impact et autres acteurs sont des moteurs essentiels de cette transformation, notamment à travers des investissements thématiques ou d'impact et des instruments comme les obligations vertes, visant des rendements ajustés aux risques, égaux ou supérieurs à ceux du marché sur le long terme.

Comment conjuguer la dimension de durabilité avec le monde des affaires ?

Le lien entre la durabilité et le monde des affaires est incontournable. La résilience d'une entreprise repose sur sa capacité à intégrer les considérations de durabilité dans ses pratiques ainsi que dans son modèle d'affaires. Ne pas le faire expose à des risques financiers, commerciaux, réputationnels ou réglementaires. Un investisseur pourrait aussi voir la performance de son portefeuille affectée par la perte de valeur d'une société confrontée à ces risques. À l'inverse, la durabilité offre de nombreuses opportunités, telles que l'efficacité opérationnelle ou la création de nouveaux produits et services. La durabilité doit ainsi être perçue non comme une contrainte, mais comme un levier essentiel de performances durables, applicable à tous les secteurs, y compris le financier.

Qu'est-ce qui a provoqué votre prise de conscience des enjeux de la finance durable ?

Le modèle de Lombard Odier, une société détenue par des associés gérants, entrepre-

neurs et indépendants, pour laquelle j'ai eu le privilège d'œuvrer l'essentiel ma carrière, repose sur des valeurs fortes et une sensibilité particulière à l'impact qu'un acteur économique peut avoir à travers son activité. Dès les années 1990, face à une demande allant au-delà de l'analyse financière, nous avons intégré la durabilité dans nos recommandations. Conformément à notre devoir fiduciaire, cette approche qualitative nous a positionnés parmi les premiers à inclure la durabilité dans nos décisions d'investissement. Ma conviction est qu'une entreprise a une responsabilité envers son écosystème, au-delà de la rentabilité à court terme. Intégrer la durabilité renforce non seulement le bien-être de la société, mais aussi la pérennité de l'entreprise.

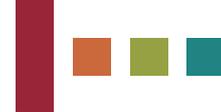
La Suisse ambitionne de devenir un leader de la finance durable. Est-ce déjà le cas ?

Quels pas restent-ils à franchir ?

La Suisse a été pionnière en inscrivant dans la loi l'objectif de zéro émission d'ici 2050, conformément à l'Accord de Paris, et en adoptant très tôt des standards de publication des émissions de gaz à effet de serre. Elle a aussi mis en place dès 2017 un suivi des investissements durables pour limiter le risque d'éco-blanchiment. Toutefois, pour accélérer la transition vers un modèle économique durable, il est essentiel que toutes les parties prenantes se mobilisent. C'est l'essence de l'initiative Building Bridges, que j'ai l'honneur de présider : créer des liens entre la finance, les décideurs politiques, les entreprises, la société civile et le monde académique. Le pragmatisme de la Suisse et sa capacité de dialogue entre secteurs public et privé sont essentiels pour contribuer encore plus à l'agenda mondial de la finance durable. Enfin, il est essentiel de rester humble. La finance durable est un domaine complexe qui exige expertise et ressources. Seule la transparence et des méthodologies rigoureuses permettront de prévenir l'éco-blanchiment, un risque présent dans tous les secteurs économiques.

Et la place de la Suisse romande dans tout cela ?

La Suisse romande, traditionnellement spécialisée dans la gestion de fortune et d'actifs, continuera de jouer un rôle moteur dans l'évolution du secteur financier, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Il est important



de rappeler que l'initiative Building Bridges est née sur l'arc lémanique, rassemblant notamment les forces académiques de nos cantons, les organisations internationales, nos gouvernements, ainsi que les acteurs économiques qui y sont basés.

Quel est le degré de prise de conscience et d'engagement des investisseurs dans la finance durable ?

L'engagement des investisseurs ne cesse de croître. En 2023, les actifs sous gestion atteignaient 1660 milliards de francs. Les pratiques évoluent avec une adoption croissante d'approches combinées, illustrant une meilleure compréhension des multiples leviers permettant de générer des rendements ajustés aux risques tout en contribuant à la durabilité. En 2024, Swiss Sustainable Finance a publié une étude montrant que la durabilité joue un rôle clé dans les activités de prêt, avec une majorité d'institutions adoptant des stratégies spécifiques. Cela montre que l'engagement des acteurs financiers va au-delà des actifs sous gestion et englobe d'autres formes de financement, telles que le crédit.

Ces derniers ne craignent-ils pas des baisses de rendement ?

À court terme, la transition durable entraîne des coûts qui devront être financés tant par le secteur privé que public, mais à long terme, les investissements durables devraient produire de meilleurs résultats financiers et réduire les risques. Les entreprises intégrant la durabilité bénéficient d'un coût du capital inférieur, attirent les talents et gagnent la confiance des consommateurs. Le rendement des investissements dans ces sociétés devrait naturellement en être augmenté et leur risque d'autant réduit.

Est-ce que la jeune génération se montre plus ouverte au développement durable que ses aînés ?

Indéniablement ! Les millennials et la génération Z sont plus sensibles à ces enjeux que leurs aînés. Cela se reflète dans leurs choix d'investissement alignés sur leurs valeurs, visant non seulement à limiter les impacts négatifs, mais aussi à générer un impact positif. Cette évolution est également soutenue par une plus grande diversité et équité parmi les investisseurs, notamment avec

une participation accrue des femmes, qui contribuent activement à cette dynamique. Le transfert de patrimoine lié à ce changement démographique stimule la croissance de la finance durable et continuera de jouer un rôle clé dans son développement. Lors de la semaine Building Bridges en décembre prochain, l'échange intergénérationnel sera particulièrement encouragé.

La finance durable peut-elle jouer un rôle clé dans transition vers une économie « zéro carbone » ?

Le secteur financier, levier essentiel de l'économie réelle, ne peut être dissocié des défis posés par le changement climatique. Les transformations majeures que notre société devra accomplir pour réduire ses émissions de carbone exige son soutien actif à travers des institutions, instruments financiers durables, initiatives publiques-privées et l'engagement des épargnants. Cette transformation, comparable à la révolution industrielle, demandera des capitaux massifs, estimés entre 100 000 et 300 000 milliards de dollars d'ici à 2050. Le secteur financier jouera un rôle clé à travers divers moyens de financement, que ce soit via des entreprises, le capital-investissement ou les marchés des capitaux. Au-delà du carbone, il est essentiel d'intégrer la préservation de la nature dans cette transition ; ces deux défis sont indissociables. La Banque mondiale estime que l'effondrement de certains écosystèmes pourrait coûter 2700 milliards de dollars par an à l'économie mondiale d'ici à 2030. Le secteur financier là aussi a un rôle clé à jouer. D'ailleurs, cela sera l'un des quatre thèmes majeurs abordés lors de la prochaine édition de Building Bridges à Genève, à la fin de l'année.

Un mot de conclusion.

Nous avons les ressources et les compétences nécessaires pour transformer le système financier en un moteur efficace de changement. Il nous faut maintenant du courage et du leadership pour maintenir cet élan. La Suisse, en tant que centre financier mondial, a un rôle clé à jouer, et des initiatives comme Swiss Sustainable Finance et Building Bridges en sont la preuve.

Edition 2024 de Building Bridges
du 9 au 12 décembre au CICC
à Genève

📧 www.buildingbridges.org

« LES FINANCIERS DOIVENT ÊTRE CRÉATIFS »

Professeur honoraire à l'EPFL et ancien vice-président de la BNS, Jean-Pierre Danthine apporte une réponse pour le moins nuancée à la question de savoir si la finance peut contribuer au zéro carbone. A ses yeux, elle ne constitue pas le seul moyen d'y parvenir, et même probablement pas le plus puissant. « Le moyen plus efficace ? Ce sont les gouvernements, qui doivent changer les règles du jeu. Il faut des taxes, des subventions, des réglementations. Il faut en outre que chacun d'entre nous fasse une partie du travail. »

Pour aider les entreprises à faire leur part, « la finance peut en particulier exiger la transparence : quand on est financier, copropriétaire d'une entreprise ou qu'on est créancier d'une entreprise, on est en droit de demander à la société exactement qui elle est, quels sont les risques qu'elle prend par rapport au changement climatique. »

Jean-Pierre Danthine attend des financiers « qu'ils soient les plus créatifs possibles pour identifier les gagnants de l'économie de demain qui visent le zéro carbone. Les jeunes entreprises ont des idées et apportent des solutions aux vrais problèmes qui se posent et qui seront les gagnants de demain. Cela demande une prise de risques dont il faut pouvoir convaincre les propriétaires des fonds. »

Le professeur reste cependant pessimiste, car la société n'est pas prête selon lui à faire beaucoup d'efforts, comme on l'a vu en Suisse avec le rejet de la loi sur le CO2 et ses taxes en 2021. « Je pense que l'on va devoir attendre de plus grandes catastrophes pour qu'enfin on prenne des mesures pour changer les règles. Si on agit vite, les coûts seront moindres pour la société. Il y a hélas un énorme aveuglement, une myopie terrible par rapport à ce qui en train de nous arriver. »